

Questions orales

Le ministre dit qu'il n'appuie pas la décision, mais son inaction confirme quand même qu'il appuie cette décision du CN. Est-ce que cette décision de mettre à la rue 650 travailleurs est à la hauteur de la politique de ce gouvernement sur le développement régional? Est-ce que c'est de cette façon que ce gouvernement va traiter les gens de l'Atlantique car, actuellement, nous sentons que nous sommes traités comme des pays du tiers monde?

[Traduction]

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Transports): Monsieur le Président, le député sait que je ne fais que donner suite à la politique adoptée par l'ancien gouvernement. Il y a eu plusieurs milliers...

M. Broadbent: Vous êtes censé la changer.

M. Riis: Nous sommes censés obtenir quelque chose de différent.

M. Crosbie: Plusieurs milliers d'employés du CN, dont une bonne part dans les provinces atlantiques, ont été mis à pied entre 1980 et 1984, sans que le gouvernement n'intervienne. C'est déplorable.

Si le CN doit concurrencer les sociétés ferroviaires américaines et les autres modes de transport et s'en tirer sans aide, c'est ainsi que les choses doivent se passer. Je ne peux pas renverser les décisions de gestion que le conseil d'administration et les gestionnaires du CN prennent légitimement. Nous continuerons de faire tout en notre pouvoir pour venir en aide aux travailleurs touchés. Il est regrettable qu'en ce moment certains obstacles entravent notre action mais nous espérons pouvoir les surmonter.

* * *

L'AGRICULTURE

LES VENTES DE GRAIN—ON DEMANDE D'ANNONCER LES QUOTAS

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre chargé de la Commission canadienne du blé. Même si la nouvelle campagne agricole est entamée depuis environ deux mois, la plupart des agriculteurs des Prairies n'ont toujours pas reçu l'autorisation de livrer le grain récolté parce qu'aucun quota n'a encore été annoncé. Puisque les quotas suivent généralement les promesses de vente, vendons-nous toujours du grain? Pourquoi n'y a-t-il pas de quotas?

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)): Monsieur le Président, je sais gré au député de sa question. Je lui rappelle que nous avons annoncé de fort bonnes nouvelles aux agriculteurs canadiens hier concernant les ventes de grain. Notre meilleur client a jugé bon de renouveler une entente quinquennale qui nous permettra d'écouler, au minimum, 25 millions de tonnes de grain au cours des cinq prochaines années.

Des voix: Bravo!

M. Mayer: Et il ne s'agit que d'une quantité minimum car l'Union soviétique en a acheté 36 millions de tonnes au cours des cinq dernières années. Voilà certes une bonne nouvelle. Ces ventes représentent environ 1 milliard de dollars par année aux cours actuels du blé. Il faut espérer que ces cours grimperont pour que cette entente devienne un marché de plusieurs milliards de dollars.

Je suis parfaitement au courant du problème dont parle le député. Nous avons acheminé du grain et certains quotas seront annoncés sous peu.

LES AUTORISATIONS DE VENTE

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre): Monsieur le Président, le ministre sait qu'il ne reste plus, en réalité, que deux grands acheteurs de grain dans le monde, la Russie et le Japon. Je vais être plus précis. Qu'en est-il des autorisations de vente pendant les deux premiers mois de la campagne agricole actuelle comparativement à celles des années précédentes? Les quotas étaient généralement fixés beaucoup plus tôt que cette année. Il s'agit presque d'un record pour les agriculteurs de ne pas pouvoir livrer leur grain maintenant. Où en sommes-nous dans nos autorisations de vente comparativement aux années précédentes?

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)): Monsieur le Président, en tant qu'ex-membre du comité consultatif de la Commission canadienne du blé, j'aurais cru que le député était mieux renseigné. La Commission a vendu du grain à une soixantaine de pays l'an dernier. Quand il prétend que nous n'avons que deux clients, il fait injure au Brésil, au Japon et à tous nos autres clients...

M. Althouse: J'ai parlé de nos principaux clients.

M. Mayer: ... qui nous achètent des quantités énormes de grain.

Nous vendons. A preuve, nous avons amorcé la campagne agricole l'an dernier avec les stocks sur place les plus bas jamais vus. La Commission canadienne du blé s'est fort bien tiré d'affaire côté commercialisation et avec le soutien du gouvernement actuel...

M. le Président: A l'ordre, je vous prie. Le député de York-Est (M. Redway) a la parole.

M. Mayer: ... elle continuera à faire du très bon travail.

* * *

L'ÉNERGIE

LE PRIX DE L'ESSENCE

M. Alan Redway (York-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Celui-ci n'ignore pas que la différence de prix entre l'essence avec plomb et l'essence sans plomb est beaucoup plus marquée au Canada qu'aux États-Unis. Le ministre s'engage-t-il à réduire cette marge énorme?